

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18383 - 71ÈME ANNÉE

Une interpellation dégénère en affrontement à Saint-André

La Réunion toujours au bord de l'explosion

Demandeurs d'emploi par catégorie

	Effectif			Évolution (en %) sur		
	Février 2015	Janvier 2016	Février 2016	un mois	trois mois	un an
Réunion (données CVS)						
Inscrits tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie A)	135 580	137 820	138 560	0,5	2,9	2,2
Inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite (catégories B, C)	21 440	23 320	22 460	-3,7	-2,5	4,8
Ensemble des inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C)	157 020	161 140	161 020	-0,1	2,1	2,5
Inscrits non tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie D)	3 470	3 620	3 910	8,0	1,3	12,7
Inscrits non tenus de rechercher un emploi, en emploi (catégorie E)	14 840	15 210	15 390	1,2	0,5	3,7
Ensemble des inscrits (catégories A, B, C, D, E)	175 330	179 970	180 320	0,2	1,9	2,8
France (en milliers, données CVS-CJO)						
Inscrits tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie A)	3 762,7	3 813,5	3 852,4	1,0	0,6	2,4
Inscrits tenus de rechercher un emploi, en activité réduite (catégories B, C)	1 805,7	1 950,8	1 913,9	-1,9	-0,3	6,0
Ensemble des inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C)	5 568,4	5 764,3	5 766,3	0,0	0,3	3,6
Inscrits non tenus de rechercher un emploi, sans emploi (catégorie D)	285,5	282,1	282,7	0,2	-1,3	-1,0
Inscrits non tenus de rechercher un emploi, en emploi (catégorie E)	399,8	444,1	445,1	0,2	0,9	11,3
Ensemble des inscrits (catégories A, B, C, D, E)	6 253,7	6 490,5	6 494,1	0,1	0,3	3,8

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements DR Pôle emploi-Diecccte Réunion.

Voici les derniers chiffres du chômage publiés jeudi, jour de l'affrontement de Saint-André.

Jeudi à Saint-André, une interpellation s'est transformée en un affrontement entre des jeunes et des policiers. Ce fait rappelle l'état de crise de la société réunionnaise.

Jeudi en fin d'après-midi, des policiers arrêtent un jeune. Un membre de sa famille réagit et s'en prend aux policiers. Il est interpellé. La tension est alors montée. D'autres jeunes ont alors lancé des projectiles sur les policiers. Ces derniers ont répliqué et appelé des renforts. Les galets répondaient aux jets de grenades lacrymogènes. Au

cours des affrontements, une jeune fille a été touchée par un tir et secourue par les pompiers. Des policiers sont accusés de l'avoir touché avec un flash-ball, un fait pour le moment démenti par l'administration. Les affrontements se sont poursuivis et plusieurs jeunes ont été arrêtés.

La moitié de la population sous le seuil de pauvreté

Ce jeudi, c'était également la publication des chiffres du chômage. Ils révèlent que le nombre de demandeurs d'emploi dépasse une nou-

velle fois le seuil de l'intolérable, avec plus de 180.000 personnes inscrites à Pôle emploi.

Cette pénurie est à l'origine de la grande pauvreté à La Réunion, près de la moitié de la population est touchée.

Malgré toutes les aides, l'économie ne crée pas suffisamment d'emplois. Une étude de l'INSEE publiée cette semaine indique par ailleurs que les sociétés implantées à La Réunion réalisent en moyenne des marges plus importantes qu'en France, alors que le pouvoir d'achat des Réunionnais est inférieur et le chômage nettement plus important à La Réunion. C'est un autre indice d'une société trop inégalitaire.

Si la France subissait la même crise sociale que La Réunion, elle aurait plus de 10 millions de chômeurs, et plus de 30 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Autant dire qu'elle serait un pays au bord de l'explosion.

Trois générations dans le chômage

Cette crise existe depuis longtemps à La Réunion, quelles que soient les mesures prises par les gouvernements qui se succèdent. Le chômage est désormais installé depuis trois générations. Et il touche plus

de la moitié des jeunes qui sortent de l'école. Cette crise sociale a des conséquences dans de nombreux domaines. Ainsi, lors du premier tour des élections départementales de mars 2015, et régionales de décembre 2015, plus de la moitié des électeurs ne sont pas allés voter. Ce score dénote une crise de confiance entre la population et les autorités qu'elle a la possibilité de choisir.

Aussi il n'est pas étonnant que la tension soit telle qu'un événement comme une arrestation suffise à prendre des proportions dramatiques.

Systeme à remettre en cause

La jeunesse est la principale richesse d'un pays. Mais à La Réunion, elle est gaspillée. Le système actuel réduit considérablement ses perspectives : chômage, emploi précaire ou émigration. Depuis l'abolition du statut colonial à La Réunion, le refus d'accompagner le développement du pays a sacrifié deux générations de travailleurs. L'agriculture et l'industrie ne produisent plus que 14 % des richesses, le reste vient des services alimentés principalement par les transferts publics. L'an dernier, les Réunion-

nais ont dépensé 4,7 milliards d'euros pour importer des marchandises. Cette somme finance des emplois ailleurs, et pas à La Réunion.

C'est tout ce système qu'il est nécessaire de remettre à plat. Mais ce n'est toujours pas la volonté du pouvoir.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

Les interventions à la conférence du PCR célébrant le 70e anniversaire du statut colonial

Message de la jeunesse de Sainte-Suzanne

Le dernier message aux participants à la Conférence du 19 mars était celui de la jeunesse de Sainte-Suzanne. Il a été lu par René Sotaca.



Tout d'abord, je viens à cette tribune pour rendre un vibrant hommage à toutes les personnes qui ont œuvré à la création du Parti communiste réunionnais en 1959

70 ans après le vote de la loi du 19 mars 46 une crise sans précédent frappe notre pays, le système est à bout de souffle. Nous avons dû combattre sans cesse afin d'obtenir les mêmes droits que la France.

D'autres camarades avant nous, ont combattu l'esclavage, le colonialisme, la misère sociale. Certains sont même morts pour la défense de ces droits fondamentaux : LIBERTE, EGALITE, SOLIDARITE.

Une ère nouvelle s'offre à nous, jeunes communistes, c'est le moment de reprendre le flambeau et de suivre l'exemple de nos aînés. La nouvelle société devra faire avec cette « jeunesse rebelle », cette jeunesse qui souhaite faire avancer La Réunion avec des idées d'expérience mais aussi avec des idées de jeunes. Comme le disait un des plus jeunes député, notre camarade Laurent Vergès, à la tribune de l'Assemblée Nationale à Paris : nous le pa plus nous le pa moin respect a nous.

La société va mal, face à la crise que

connait la réunion aujourd'hui, face aux nouveaux défis du XXIe siècle, rassemblons-nous pour une nouvelle politique, comme l'on fait les Réunionnais (es) en 1945, autour des acteurs de la loi du 19 mars 1946 pour sortir la Réunion de la misère coloniale.

La jeunesse ne doit pas se désintéresser de la politique, bien au contraire elle doit prendre sa part de responsabilité dans notre pays et ailleurs. Pour faire changer les choses, il faut que nous soyons acteurs dans notre société réunionnaise.

Actuellement, le taux de chômage chez les jeunes est qualifié par l'INSEE de « hors norme » : 60 % des jeunes de moins de 25 ans sont frappés par le chômage.

Le non-sens réside d'une part, dans le fait que les formations ne répondent pas aux besoins du terrain et d'autre part, dans le recours aux personnels extérieurs malgré les qualifications de notre jeunesse. Le système actuel est obsolète et les gouvernements successifs continuent sur la même lancée. Face à cette situation très alarmante, les jeunes doivent se mobiliser et agir pour l'avenir de la Réunion.

Bien trop souvent occultée par les pouvoirs publics, la délinquance est

en partie, sinon en grande partie, le résultat de la détresse et de la misère sociale.

Indéniablement, le jeune sans emploi à plus de risque de sombrer dans la délinquance, l'alcoolisme, la consommation de drogues et autres. C'est pourquoi tous ensemble, nous devons avancer main dans la main. Car le travail c'est la dignité et nous devons relever le défi qu'est le développement de notre pays.

Nous devons aussi agir sur la mise en place d'un moratoire d'une quinzaine d'année concernant le recrutement dans la fonction publique à la Réunion, comme se fût le cas dans les années 1960.

Nos parlementaires devront soutenir des projets réunionnais, tels que la création de deux grands services dans l'aide à la personne (petite enfance, périscolaire, personnes âgées, personnes handicapées, personnes isolées fragiles, etc.) et l'environnement (protection et embellissement des sites, tri sélectif et valorisation des déchets, etc.)

La jeunesse réunionnaise doit être partie prenante d'une véritable coopération régionale avec les pays de la zone. Cette coopération peut prendre la forme de la mise en œuvre d'un plan solidaire de développement durable couvrant la recherche, l'innovation, la santé, l'environnement, la sécurité alimentaire, les activités économiques, sociales, culturelles, éducatives (avec le concept de l'Université de l'Océan Indien), etc. L'exemple d'un facteur important qui doit être pris en compte : il faut savoir que Madagascar verra sa population doubler en une génération, aujourd'hui 24 millions plus tard 55 millions.

Les jeunes ont toute leur place dans un PCR fort et rénové. C'est l'appel que les jeunes communistes de Sainte-Suzanne lancent à la jeunesse réunionnaise après ce rassemblement. Chers camarades le combat continue pour la Liberté, l'Egalité, pour la Responsabilité et l'avenir de notre jeunesse.

Visite à Cuba de Barack Obama

Barack Obama peut démanteler la quasi-totalité de l'embargo

Salim Lamrani, professeur à l'Université de La Réunion, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis et auteur du livre « Cuba parole à la défense » a donné une interview aux journaux du groupe de presse quotidienne régionale EBRA (Le Progrès, L'Est Républicain, Le Républicain lorrain, les Dernières Nouvelles d'Alsace, Vosges Matin, L'Alsace, Le Journal de Saône-et-Loire, Le Progrès, Le Dauphiné libéré, Vaucluse Matin). Il apporte un éclairage sur la visite à Cuba du président des États-Unis. En voici le contenu.

Cette visite sera-t-elle seulement historique et symbolique ? Que faut-il en attendre ? Sera-t-elle suivie d'effets positifs pour la population cubaine ?

Il s'agit d'une reconnaissance formelle du gouvernement de Cuba par les Etats-Unis. En se déplaçant à La Havane, Barack Obama répare une anomalie historique. En effet, il est impensable que des peuples si proches, historiquement et géographiquement, soient séparés par un différend politique et idéologique. Cette visite renforcera le lien entre les Cubains et les Américains.

Pourquoi a-t-il fallu attendre si longtemps ce rapprochement entre ces deux pays ? N'était-ce pas une opposition dépassée, d'arrière-garde ?

Il convient de rappeler qu'il s'agit d'un conflit asymétrique, avec une hostilité à sens unique. En effet, Washington impose des sanctions économiques sévères à La Havane depuis 1960, suscitant l'opprobre de la communauté internationale. Cuba a toujours fait part de sa volonté à établir des rapports cordiaux avec Washington à condition qu'ils soient basés sur trois principes du droit international : l'égalité souveraine, la réciprocité et la non-ingérence dans les affaires internes.

Les Etats-Unis conditionneront ils une levée des sanctions aux droits de l'homme ?

La rhétorique diplomatique pour justifier les sanctions économiques a constamment fluctué au fil des ans. Pour justifier son hostilité vis-à-vis de Cuba depuis 1959, Washington a successivement fait allusion aux nationalisations des entreprises étasuniennes, à l'alliance avec l'Union soviétique, au soutien apporté par Cuba aux mouvements indépendantistes et révolutionnaires à travers le monde, et enfin aujourd'hui aux droits de l'homme. L'argument des droits de l'homme résiste difficilement à l'analyse, surtout lorsque l'on sait que Washington entretient des relations privilé-

giées avec des monarchies féodales du Moyen-Orient qui n'ont que très peu de considération pour la condition humaine.

Barack Obama a affirmé que l'embargo serait levé par son successeur à la Maison Blanche. Qu'en pensez-vous ?

En réalité, en tant que chef du pouvoir exécutif, Barack Obama dispose de toutes les prérogatives nécessaires pour démanteler la quasi-totalité du réseau de sanctions économiques, sans nécessiter l'accord du Congrès, ni attendre la prochaine élection. Ainsi, il peut autoriser le commerce bilatéral entre les deux nations, autoriser Cuba à utiliser le dollar dans ses transactions internationales, permettre à l'île d'acheter sur le marché mondial des produits contenant plus de 10% de composants étasuniens, légaliser l'importation de produits fabriqués dans le monde à partir de matières premières cubaines et consentir à vendre à crédit des produits non alimentaires à l'île. Rares sont les secteurs qu'Obama ne peut pas toucher sans l'accord du Congrès. Il faut juste avoir la volonté politique nécessaire.

Sur le long terme, Cuba peut-il devenir un « 51e » Etat américain ? Et quelle répercussion ce rapprochement diplomatique aura-t-il sur le régime communiste cubain en lui-même ?

Non, car Cuba est un pays souverain. Les Cubains, y compris les catégories les plus insatisfaites de la société, sont très attachés à leur indépendance. Ils ne souhaitent pas changer de système politique ou de modèle social. Ils aspirent plutôt à disposer d'un meilleur niveau de vie.

Pâques, un chemin de libération

La célébration du 70e anniversaire de la départementalisation nous a aidés à une meilleure prise de conscience du mal qui ronge la société réunionnaise, le mal sous ses diverses formes : le chômage, la dépendance, la violence, la recherche effrénée du profit... D'où le vœu unanime d'un autre modèle de développement pour la société réunionnaise.

Nous assistons dans le monde qui est le nôtre à la montée de la violence sauvage, dont le déferlement en certains lieux nous pousse, objectivement, à parler des forces du mal à l'œuvre. L'homme, fait à l'image et à la ressemblance de Dieu selon la tradition biblique, est capable des pires violences, des pires destructions. Il est capable de créer « l'enfer pour les autres ». Pour expliquer ce paradoxe, les chrétiens, en référence aux textes bibliques, parlent de chute, du péché, du mal comme pouvoir de séduction, personnifié par le diable.

Le péché, s'il est toujours un acte de la personne, acte de liberté, se répercute d'une certaine manière sur les autres, sur le monde. Il est social, historique, en tant qu'absence de fraternité, d'amour dans les relations humaines, de justice et d'équité envers les plus pauvres. Comme le souligne le théologien péruvien, Gustavo Gutierrez, le péché fait partie des structures oppressives, de l'exploitation de

l'homme par l'homme, de la domination des classes sociales et des peuples. Le péché apparaît alors comme l'aliénation fondamentale, comme la racine d'un état d'injustice et d'exploitation.

Empêtrés dans un certain spiritualisme, certains chrétiens (prêtres et laïcs) ne voient le péché que dans sa dimension exclusivement personnelle, occultant de ce fait ses autres dimensions : sociale, économique, écologique, politique. En accordant une place trop grande au diable et au diabolique, ils minimisent le message de Pâques : la victoire de la vie sur la mort, du bien sur le mal, de la lumière sur les ténèbres. Certes, Pâques est la victoire du Christ sur la mort, sur les forces du mal, mais cette victoire est prémices, début, commencement, de notre propre victoire, comme le souligne saint Paul (1cor, 15/20).

C'est là, dans cette proclamation que la foi chrétienne prend son origine ; non pas comme un événement du passé dont on cherche à préciser le sens, mais comme ce à partir de quoi prennent forme notre présent et notre avenir. Car l'événement s'ouvre sur le « pas encore », sur l'espérance de l'humanisation de « tout l'homme et de tous les hommes », de socialisation de l'humanité, de justice et de paix dans toute la création.

Cette mission nous est confiée. Le

passage de la mort à la vie, comme le souligne saint Jean, se joue dans l'amour du frère (1Jean3/14), c'est-à-dire dans le renouvellement de nos relations avec nos frères, dans notre engagement pour un monde de justice et de paix.

Dans un monde de plus en plus livré à la spirale de la violence, cette mission semble relever de l'impossible, d'autant plus que cette violence nous affecte et nous altère. Commencer par se reconnaître dans cette violence du monde et assumer sa complicité est la première tâche. Penser ensuite la violence, car par rapport à la violence la pensée perd souvent sa propre liberté de critique pour se mettre au service d'un idéal moralisant et manichéen (noir/blanc ; bien/mal). Penser la violence sous toutes ses formes pour atteindre ses racines dans l'organisation de nos sociétés. Penser la violence pour penser le changement dans la solidarité et la justice. Oui, c'est possible. Pâques nous invite, non seulement à découvrir l'espérance là même où il y a souffrance, violence..., mais à prendre tous les chemins pour une réelle transformation de nos sociétés, donc pour une société réunionnaise inclusive et conviviale. C'est ainsi que Pâques sera un chemin de libération. Joyeuses Pâques.

Reynolds Michel

Ne jamais « vendre les œufs dans le cul d'une poule »

Au lendemain de la publication des grandes lignes du rapport Lurel, certains se sont empressés de réagir avec un optimisme déconcertant. Comme si ce rapport allait bouleverser l'histoire de la Réunion, comme le 19 mars 1946, abolissant le statut colonial ! Les pauvres !

J'en connais même un ancien élu qui, dès l'annonce de la publication du projet de loi, s'est empressé d'afficher sur son site, sa photo au côté de l'ancien ministre, et vantant les propositions qu'il aurait faites lors du passage de ce dernier à La Réunion ! Émouvant !

Au fil des jours, force est de consta-

ter que les commentaires, les analyses des observateurs, des syndicalistes et des politiques tentent à démontrer que - même si le rapport Lurel comporte quelques aspects positifs - il passe à côté des grands enjeux qui attendent la Réunion. Et comme disait à juste raison G.M. Lépinay « Pas plus d'égalité réelle que de saucisses attachées à la queue d'un chien » !

En effet, ce rapport où figurent 35 recommandations déclinées en 75 propositions, est terrifiant, et est une vaste supercherie, à quelques mois des présidentielles, selon Paul Vergès. Attendons donc de voir.

Pour l'instant, ça ressemble à une

coquille vide. Aux imbéciles, à ceux qui y croient, je leur conseille de méditer cette citation d'Aristote qui dit « l'ignorant affirme, le savant doute, le sage réfléchit », ou le proverbe breton « On ne peut pas vendre (ou compter) les œufs dans le cul d'une poule »

**Paul Dennemont
Saint-André**

Oté

Si ni bat lo zyé lo gro vinkèr di kinkéna sé zot !

In séktèr ki bat de l'èl pou vréman sé séktèr lanplwa, oukiswa isi oukiswa déor, sak i paryé in moné la d'si odrémié prévni tout d'suit, larzan lé zété. Minm si tanzaot néna i mèt in kal sou la port pou anpèsh bat, minm si désertin i kass a zot an kat antouka zordi lo résilta lé la. Pou lèr, lé konm di lo kont, lé konm si i mèt in kotèr d'si in zamb de bwa. Lo dérnýé rosansman févrié la rivé, konm isi, konm déor, shomaz la goumanté.

L'otèr tousala, i prétan sé lo kod di travay. I di, li soré tro rizid. Po lo potrona ki arèt pa an souplingn a zot, pou fé diminié lo shomaz an konsékans i fo absoliman tash manyèr, mèt bann travayèr déor pli fasilman. Alé nazé anndan la ou. I pran a nou pou marmay i vyin énéè ou koué ? I di, pli fasi va fout déor, pli fasil va rokrité. Ala in lékwasyon mi konpran pa ditou. Lé éspésyalis i di, ankor pou inn, sé la zénèss gran pérдан anndan la.

Pwatan lo gouvèrnman la fann larzan déza pou favoriz lanbosh, in nafèr konm 41 miliar i di, minm lo patron dé patron an kontantman, mandoné la fé in parad èk in pin's d'si son léstoma "Pou in million lanplwa". Oukilé lo in million lanplwa ? Mazinn in kou, si ni bat lo zyé, si banna i vyinbou kass lo kod di travay, èk lo 41 miliar ankésé, dizon sé zot lo gro vinkèr di kinkéna !

Justin

« Lyèè i kashyète, mé son zorèy i d'bout » - In kozman po la rout

Kan ou i kashyète bien in parti lo kor, na touzour in bout pou trayi aou. Dann lo ka d'lyèè i prétan dir sé son zorèy : son garanti épi sak i mète ali dann danzé. Pou kosa sa ? Pétète pars avèk son zorèy lyèè i ékout lo van, pou li sèy kalkilé si li lé pa dann danzé. I di galman avèk son né osi li lé kab konète bann l'odèr la pa bon pou li kisoï l'odèr lo shien osinonsa l'odèr shasèr. Donk kan danzé i ariv, li démar vèy pa koman é si ou i pans trap ali konmsa ou i fé in l'érèr... mé ou i pé galman débisk ali. Boudikont, la sékirité lé zamé san-pour-san : nana son poin for, nana osi son poin fèb. Lé konmsa épa otroman.